

POLITIQUES SPORTIVES PUBLIQUES ET PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES EN RÉPUBLIQUE DE BULGARIE

Yordan Botev et Marcellin Yovogan
Université de Sofia St. Kliment Ohridski



Le plan

Ce travail est structuré en 3 parties.

- › Nous expliquerons le rôle de l'État dans l'élaboration de la politique générale de développement du sport en Bulgarie
- › présenterons les sources du financement du sport de masse et les politiques locales.
- › Enfin nous examinerons l'interaction entre le développement du sport et l'aménagement du territoire.



Introduction

Le but de cette communication est de :

- › expliquer les politiques publiques de développement du sport de masse en Bulgarie.
- › analyser l'impact de la stratégie de développement du « sport pour tous » sur le développement économique des collectivités locales ainsi que la santé de la population.
- › présenter les politiques entreprises par les différentes institutions aussi bien au niveau du gouvernement central, qu'au niveau des collectivités locales.



Le rôle de l'État en matière de politiques de développement du sport

- › Le 25 septembre 2014, la politique de promotion du développement du sport pour tous en République de Bulgarie a été approuvée par arrêté n° RD-09-580/25.09.2014 du Ministre de la Jeunesse et des Sports
- › Cette politique cherche à unir les différentes initiatives stratégiques nationales et internationales dans le domaine du sport et à soutenir le processus de réalisation des objectifs prioritaires qui y sont prévus.



Le rôle de l'État en matière de politiques de développement du sport (suite)

- › Selon une étude réalisée par Eurobaromètre en 2018, l'activité physique des personnes en âge de travailler en Bulgarie est faible en raison d'un mode de vie sédentaire, de l'obésité et d'une activité physique réduite. La Bulgarie occupe la 6ème place parmi les pays de l'Union européenne (UE) en termes d'obésité chez les enfants âgés de 11 à 17 ans.
- › Étant donné que le développement des sports de loisirs nécessite des ressources importantes et des efforts coordonnés de la part d'un certain nombre d'institutions les effets souhaités par les politiques publiques s'inscrivent dans le long terme et les résultats réels ne sont pas souvent aisés à évaluer.



Les difficultés de développement du sport de masse

- › Le manque de structures modernes et fonctionnelles de gestion du sport à l'échelle nationale
- › La limitation des ressources financières allouées pour la promotion du sport pour tous, ce qui nécessite l'application d'une approche sélective
- › L'insuffisance des infrastructures sportives modernes
- › La portée limitée des programmes étatiques et municipaux élaborés pour le développement du sport pour tous, car ils sont adaptés aux moyens financiers disponibles et à la capacité limitée des organisations sportives locales
- › L'absence de réglementation adaptée sur la fourniture de services sportifs aux citoyens.



Les objectifs stratégiques

- › La meilleure gestion du sport à l'échelle nationale ;
- › L'augmentation des fonds destinés au développement du sport pour tous ;
- › La construction d'infrastructures sportives modernes ;
- › La mise en œuvre de programmes ciblés pour promouvoir le développement du sport de masse ;
- › L'élargissement de la participation des différents groupes socio-démographiques de la population dans diverses formes d'activités motrices ou sportives ;
- › L'amélioration de la perception sociétale de l'impact de des activités physiques, sportives et touristiques sur la santé et la qualité de vie des citoyens ;
- › L'offre réglementée de services sportifs de bonne qualité.



Le financement du sport de masse

Le financement de la SNJ s'effectue en priorité :

- › à travers les programmes nationaux et municipaux en faveur de la jeunesse, dans le cadre de budgets annuels définis par des gestionnaires primaires responsables.
- › Les ressources proviennent également du financement de projets de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe et d'autres sources.
- › Le financement d'activités relevant d'autres institutions est assuré par les fonds prévus pour les budgets des institutions concernées dans le cadre du budget de l'État.
- › Dans le cadre du financement des installations sportives, l'ordonnance n° 4/08.07.2019 a été adoptée pour le soutien financier à la construction et à la rénovation des installations sportives - propriété de l'État et des communes.



Les politiques des collectivités locales

La politique nationale de jeunesse du gouvernement est mise en œuvre par l'intermédiaire du ministère de la jeunesse et des sports. Ce dernier dispose également d'un organe consultatif (Conseil public de la jeunesse = CPJ), qui formule des positions, des avis et des initiatives pour résoudre les problèmes relevant de la compétence particulière du ministre.

Les municipalités préparent chaque année des plans municipaux pour la jeunesse qui sont fournis aux responsables régionaux, qui à leur tour préparent des plans régionaux pour la jeunesse.



Les politiques des collectivités locales (suite)

Toutes les politiques locales élaborées par le conseil municipal sont inscrites dans la stratégie de développement de la municipalité en qualité de collectivité territoriale. Celle-ci est dénommée Plan de développement intégré de la commune-PDIC 2021-2027.

Les PDIC tiennent également compte des facteurs climatiques, tels que le réchauffement climatique, les catastrophes naturelles, les territoires et zones à risque, qui ont un impact significatif sur les approches d'aménagement du territoire.



Le sport et l'aménagement du territoire national

Le territoire de la République de Bulgarie est divisé en 28 départements et 265 commune

L'effondrement démographique du pays a un impact extrêmement négatif sur la densité de population des collectivités territoriales. Environ 73,3 % de la population résident en ville.

Dans 199 villages, il n'y a pas de population permanente et dans 508 villages, il y a moins de 10 habitants (principalement des femmes



Le sport et l'aménagement du territoire national (suite)

La construction d'installations et d'équipements sportifs en dehors des zones urbaines et à proximité de petites agglomérations peut contribuer à limiter dans une certaine mesure cette tendance négative en créant des emplois pour les habitants des villages grâce à l'entretien et à l'exploitation de ces installations



Conclusion

La collaboration et le partenariat de toutes les institutions directement impliquées aux niveaux national, régional et local avec les représentants des organisations non gouvernementales et des jeunes seraient indispensables pour la réussite de cette politique



Merci pour votre attention

Yordan Botev et Marcellin Yovogan

Contacts:

myovogan@feb.uni-sofia.bg

itec2003@abv.bg

